

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,  
DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE ET DES AFFAIRES RURALES

<p><b>Direction</b> des Politiques Economique et Internationale</p> <p><b>Sous-direction</b> de l'élevage et des produits animaux</p> <p><b>Bureau</b> du porc, des volailles et de la diversification</p> <p><b>Adresse</b> : 3, rue Barbet de Jouy 75349 PARIS SP</p> <p><b>Suivi par</b> : Eric DUMOULIN</p> <p><b>Tél</b> : 01 49 55 41 49 <b>Fax</b> : 01 49 55 86 93 <b>Réf. Interne</b> : <b>Réf. Classement</b> :</p>	<p><b>CIRCULAIRE</b></p> <p><b>DPEI/SPM/SDEPA/C2003-4007</b></p> <p><b>Date</b> : 18 FEVRIER 2003</p>
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------


Date de mise en application : IMMEDIATE

Le Ministre de l'agriculture, de l'alimentation,  
de la de la pêche et des affaires rurales  
à

**Annule et remplace** :

Date limite de réponse :

Mesdames et Messieurs les Préfets

 Nombre d'annexes :3

**Objet** : Dispositif d'aide à la cessation volontaire de l'activité d'élevage de volailles de chair.

**Résumé** : Le déséquilibre structurel du marché de la viande de volaille nécessite la mise en place d'un plan d'adaptation. En ce qui concerne l'amont de la filière, le plan se traduira par des aides à la cessation volontaire, totale ou partielle, de l'activité avicole.

**MOTS-CLES** : Volailles, cessation d'activité

Destinataires	
<p>Pour exécution :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Mesdames et Messieurs les Préfets de départements (métropole)</li><li>- Mesdames et Messieurs les Directeurs Départementaux de l'Agriculture et de la Forêt (métropole)</li><li>- Monsieur le Directeur de l'Ofival.</li></ul>	<p>Pour information :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Administration centrale</li><li>- COPERCI</li><li>- ACOFA</li><li>- Mesdames et Messieurs les Directeurs Départementaux des Services Vétérinaires</li><li>- Mesdames et Messieurs les Directeurs Régionaux de l'Agriculture et de la Forêt.</li></ul>

<b>1. La situation du marché de la volaille de chair en France .....</b>	<b>3</b>
1.1 Une perte durable de marchés à l'exportation concurrencés par les pays tiers .....	3
1.2 Une diminution de la demande sur le marché intérieur .....	3
<b>2. Dispositions d'ordre général.....</b>	<b>4</b>
<b>3. La mise en place du dispositif d'aide.....</b>	<b>5</b>
3.1 bénéficiaires de l'aide .....	5
3.2 engagements de l'éleveur .....	5
3.3.montant de l'aide.....	5
3.4. procédure d'instruction et de paiement des dossiers.....	6
3.5. contrôles et sanctions.....	7
<b>diagrammes :</b>	
Phase 1 identification des éleveurs.....	8
Phase 2 mise en paiement .....	9
<b>ANNEXES</b>	
ANNEXE 1 : Dossier de cessation .....	10
ANNEXE 2 : Engagement de l'organisation de production .....	12
ANNEXE 3 : Demande de versement de l'aide à la cessation .....	14

## **I.- LA SITUATION DU MARCHÉ DE LA VOLAILLE DE CHAIR EN FRANCE.**

Le marché de l'aviculture, notamment en poulet et dinde, est en déséquilibre du fait d'une mutation structurelle de la demande.

Cette filière, qui a connu une croissance continue de 1990 à 1998, est entrée dans une phase de récession en 1999, ponctuellement masquée par une embellie conjoncturelle du marché en 2001. Ce repli de la production (-5% entre 1998 et 2000) résulte en partie des accords de Marrakech qui ont entraîné une érosion sensible des volumes exportés. Même si elle reste le premier producteur européen en assurant un quart de la production de l'union européenne, la filière avicole française se voit confrontée à une contraction structurelle de ses débouchés qui nécessite une adaptation rapide de son offre.

### **1.1 - Une perte durable de marchés à l'exportation concurrencés par les pays tiers**

La part des exportations dans la production nationale s'est réduite de 42% en 1997 à 36% en 2001.

Les échanges de volailles françaises vers les autres Etats membres baissent régulièrement (-13% sur les 10 premiers mois 2002) notamment du fait d'importations européennes croissantes en provenance de pays tiers (Brésil, Thaïlande).

En 2001 les importations de l'UE en viandes de poulets atteignaient près de 10% du niveau de la consommation.

Pour les dindes la même tendance est constatée avec un approvisionnement communautaire en provenance des pays tiers croissant (2001/2000 : +25%), et donc une position commerciale au sein de l'UE qui s'affaiblit régulièrement (- 12% sur les 10 premiers mois 2002).

Parallèlement les exportations françaises de poulets à destination des pays tiers et plus particulièrement du Proche et Moyen Orient continuent de baisser face notamment à la concurrence du Brésil (- 4 % au cours des 10 premiers mois 2002).

### **1.2 - Une diminution de la demande sur le marché intérieur.**

La consommation française de poulet de chair a baissé de 4% de 1996 à 2000. (L'année 2001 est atypique du fait des reports de consommation). Ce tassement de la consommation de viande de poulet recouvre des évolutions différentes selon les segments : Sur la période 1996-2001, les achats de poulet entier PAC (source Secodip) reculent de 15,6% alors que les achats de découpe progressent de 4,8%. Les produits élaborés de volaille sur les segments des produits cuits et marinés crus, vont continuer de croître fortement (estimation de 9%/an). Au cours des 11 premiers mois 2002, les achats de viande de poulet diminuent de plus de 2% et de près de 9% pour le seul poulet entier (source SECODIP).

La consommation française de viande de dinde a été jusqu'ici en progression du fait de la croissance des achats de produits élaborés à base de dinde (+ 7% de 1996 à 2000), mais se ralentit. Le repli de la consommation est confirmé sur les 11 premiers mois 2002 (- 3,8% source Secodip).

En 2000, les autorités françaises avaient mis en place un plan de réduction des capacités de production de poulets afin d'adapter la production au nouvel équilibre du marché.

Néanmoins, le déséquilibre structurel du marché était toujours sensible après la période d'embellie qui a fait suite à la crise de l'ESB en novembre 2000. C'est ainsi que les professionnels de la filière ont engagé dès le premier semestre 2002 des efforts de maîtrise de la production qui se sont traduits par :

- ◆ une réduction des mises en place de poulets de 7%,
- ◆ une réduction des mises en place des dindonneaux de 12 %.

La baisse de la production dans les élevages s'est déjà traduite par une diminution des abattages sur les 11 premiers mois de 2002 (- 6,5% pour le poulet et - 7,% pour la dinde). Mais ces premiers efforts doivent être poursuivis et consolidés pour ajuster dans la durée la filière et ses entreprises d'abattage et de transformation au nouvel équilibre du marché.

A cette fin, il apparaît nécessaire de compléter le plan de réduction des capacités de production mis en œuvre en 2000 par une intervention à deux niveaux :

- en amont de la filière par une aide la fermeture de nouveaux bâtiments d'élevage ;
- en aval de la filière par une aide à la réduction des capacités des entreprises d'abattage.

## **II.- DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL.**

Face à ce déséquilibre structurel du marché, il est nécessaire d'informer la Commission départementale d'orientation agricole (CDOA) quant à la situation du marché avicole. La CDOA devra être sensibilisée aux enjeux économiques de la mesure de cessation d'activité avicole, qu'il convient, si ce n'est déjà le cas, de traduire au niveau du schéma directeur départemental des structures. Ainsi, toute nouvelle demande de création d'atelier devra d'une part s'appuyer sur une contractualisation avec une structure d'aval, d'autre part être envisagée dans le cadre d'une analyse de marché, qui démontre l'existence de débouchés et leur pérennité. Par ailleurs, l'équilibre précaire du marché nécessite un suivi rapproché de l'évolution du parc de bâtiments.

Les déclarations relatives à la situation du parc de bâtiments qui seront recueillies dans le cadre de ce dispositif viendront compléter les sources d'information permettant d'alimenter l'observatoire départemental mis en place conformément à la circulaire DEPSE/SDEA/C2002-7003 en date du 31 janvier 2002 relative aux aides à l'installation pour les secteurs hors-sol. Dans les départements où cet observatoire n'aurait pas encore été mis en place, ces déclarations permettront de constituer une première ébauche du dispositif de suivi de l'évolution du parc de bâtiments.

En ce qui concerne le volet amont, objet de la présente circulaire, il est prévu d'octroyer des aides à la cessation d'activité avicole avec pour objectif le retrait de la production de 400 000 m<sup>2</sup> de surface de bâtiments avec un budget de 6 Meuros alloué à la mise en œuvre de cette mesure.

Ce plan repose sur les trois principes :

- le volontariat des éleveurs de cessation d'activité avicole,
- l'obtention et maintien d'une réduction effective du parc de bâtiments,
- la répartition régionale équitable des fermetures.

Cette mesure s'adresse à tous les éleveurs volontaires sous réserve qu'ils remplissent les conditions exposées ci-dessous. Ces demandes devront s'intégrer dans le cadre d'une démarche concertée avec les organisations de production.

## **III. – LA MISE EN PLACE DU DISPOSITIF D'AIDE.**

### **3.1 - Bénéficiaires de l'aide :**

Ce dispositif d'aide est réservé aux éleveurs de poulets de chair (de type standard, CCP ou export) ou de dindes ou de pintades ou de reproducteurs de poulets de chair, de dindes ou de pintades souhaitant cesser leur activité avicole, soit totalement soit partiellement.

Sont exclus les éleveurs de volailles sous label, de volailles biologiques et sous AOC.

En ce qui concerne les élevages de reproducteurs, cette mesure s'adresse d'une part aux éleveurs sous contrat avec un accoureur, d'autre part aux entreprises d'accoupage propriétaires des bâtiments d'élevage.

Les bénéficiaires de l'aide devront avoir moins de 65 ans au 1<sup>er</sup> janvier 2003, ne pas faire valoir leurs droits à la retraite avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004 et ne pas avoir bénéficié d'aide à la modernisation dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région pour le (ou les) bâtiment(s) concerné(s) lors des 5 dernières années. Ils devront être enregistrés auprès des DSV au titre de la réglementation installations classées.

Le (ou les) bâtiment(s) concerné(s) devra (ou devront) :

- avoir plus de 10 ans au 1<sup>er</sup> janvier 2003. La date de mise en service du bâtiment (c'est-à-dire la date d'entrée du 1<sup>er</sup> lot de volaille) doit être antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1993.
- avoir abrité des volailles pendant au moins 540 jours sur les années 2000, 2001, 2002, et au minimum 120 jours en 2002.

### **3.2 - Engagements de l'éleveur :**

**L'éleveur bénéficiaire doit s'engager à :**

- cesser son activité avicole dans le (ou les) bâtiment(s) concerné(s) avant le 30 septembre 2003,
- démanteler de façon irréversible le matériel d'élevage à l'intérieur du (ou des) bâtiment(s) concerné(s),
- ne pas reprendre une activité avicole (chair et œuf), porcine ou cunicole pendant au moins dix années suivant le versement de l'aide dans le ou les bâtiments concernés,
- ne pas étendre son exploitation avicole par création ou agrandissement de bâtiments existants pendant les dix années suivant le versement de l'aide,
- déclarer à la DDAF toute acquisition, location ou cession d'un bâtiment à un autre éleveur pendant au moins dix années suivant le versement de l'aide.

L'annexe 1 à remplir par l'éleveur reprend les différents engagements à respecter par le bénéficiaire de l'aide.

### **3.3 - Montant de l'aide :**

Le montant de l'aide est fixé à 14 € par m<sup>2</sup> de surface de production de volaille de chair arrêtée de façon irréversible. La surface prise en compte est celle affectée directement à l'élevage des animaux en excluant la surface du local technique.

Les bâtiments retenus doivent remplir les conditions exposées ci-dessus.

L'aide à la cessation fait l'objet d'un versement unique par l'OFIVAL.

*Cas particulier des bâtiments en location :*

L'aide sera versée au propriétaire. Le locataire devra remplir les conditions d'âge définies ci-dessus et devra établir avec le propriétaire un document fixant les engagements de chacun et notamment les modalités de répartition de l'aide. Les annexes nécessaires à l'instruction des dossiers devront être co-signées.

### **3.4 - Procédure d'instruction et de paiement des dossiers :**

#### **① Enregistrement des éleveurs volontaires et vérification de conformité des dossiers.**

Les éleveurs volontaires devront déposer en DDAF **avant le 30 avril 2003** une déclaration d'intention d'arrêt partiel ou total d'activité avicole en deux exemplaires (annexe 1 en recto verso), qu'ils feront préalablement viser par l'organisation de production (c'est à dire la structure qui gère leur planning) avec laquelle ils travaillent.

L'organisation de production, vérifiera l'exactitude des informations portées sur l'annexe 1 notamment en ce qui concerne les jours de présence des animaux et transmettra en parallèle à la DDAF une fiche de déclaration (annexe 2) en deux exemplaires précisant :

- le nombre d'éleveurs déposant un dossier de cessation d'activité, le nombre de m<sup>2</sup> et de bâtiments correspondants,
  - le nombre d'éleveurs de la structure au 1<sup>er</sup> janvier 2003 et le nombre de bâtiments et de m<sup>2</sup> correspondant (les projets de construction autorisés et les bâtiments en cours de construction qui entreront en service en 2003 doivent être intégrés dans la déclaration),
- dans cette même fiche, l'organisation s'engage à communiquer à la DDAF de façon semestrielle (fin juin et fin décembre) toute information relative à l'évolution du parc géré par la structure sur le département pendant les cinq années suivant la mise en place du dispositif.

Pour les éleveurs indépendants, c'est à dire ceux qui n'ont pas contractualisé leur production avec une organisation, l'annexe 1 est à transmettre à la DDAF accompagnée des copies des factures de fourniture d'animaux (poussins, dindonneaux ou pintadeaux) et d'abattage.

Les éleveurs qui ont changé d'organisation de production sur la période 2000, 2001, 2002, feront viser l'annexe 1 par la dernière structure avec laquelle ils ont travaillé et fourniront les copies des factures de fourniture d'animaux (poussins, dindonneaux ou pintadeaux) et d'abattage pour les autres lots.

La DDAF est chargée de collecter ces demandes d'en vérifier l'exactitude et de les transmettre à l'OFIVAL.

**Les annexes 1 et 2 devront être transmises à l'OFIVAL avant le 15 juin 2003. Pour chaque dossier transmis, un exemplaire de chaque annexe est conservé à la DDAF .**

*Cas particulier des éleveurs de reproducteurs :*

Pour la prise en compte des bâtiments détenus par une entreprise d'accoupage, l'accoureur fournira les annexes 1 et 2 à la DDAF. Le montant de l'aide qui pourra être octroyée à une même entreprise d'accoupage sera plafonné à 100 000 €.

Par ailleurs, l'attribution de toute nouvelle autorisation d'exploitation de bâtiment avicole devra faire l'objet d'une information à l'OFIVAL par le DDAF.

## **② Sélection des dossiers éligibles.**

A partir des données transmises, l'OFIVAL établira par organisation de production et région la liste des éleveurs souhaitant bénéficier de la mesure. L'objectif du dispositif étant de maintenir la surface en production au niveau atteint après le retrait des surfaces pour lesquelles les éleveurs ont obtenu une aide, toute nouvelle mise en service de bâtiments devra être compensée par des arrêts de bâtiments non aidés.

L'OFIVAL après analyse de ces informations réunira le groupe de travail chargé de suivre la mise en place du dispositif. Après validation de la cohérence du plan au niveau national, l'OFIVAL transmettra un courrier d'acceptation ou de refus du dossier à chaque éleveur, précisant pour les dossiers acceptés le montant de l'aide auquel l'éleveur pourra prétendre. Une copie de ce courrier de décision d'attribution de subvention ou de refus sera adressée à la DDAF et à l'organisation de production concernée. L'éleveur, dont le dossier aura été retenu, pourra alors déposer une demande de versement (annexe 3).

## **③ Procédure de mise en paiement**

L'éleveur souhaitant bénéficier de ce dispositif d'aide et ayant reçu un courrier de notification établira sa demande de versement (annexe 3) en deux exemplaires originaux et la déposera à la DDAF.

Après contrôle et vérification de cohérence par la DDAF, notamment du démantèlement effectif du matériel avicole, un exemplaire original de la demande sera transmis à l'OFIVAL accompagné d'un relevé d'identité bancaire ou postal original de l'éleveur, **avant le 31 décembre 2003.**

Le versement de l'aide interviendra à partir d'une enveloppe nationale dans l'ordre d'enregistrement des dossiers à l'OFIVAL.

Après versement de l'aide, l'OFIVAL adressera à l'éleveur une lettre d'information du versement de l'aide, une copie sera adressée à la DDAF concernée pour information.

### **3.5 - Contrôles et sanctions**

Les contrôles seront de deux ordres : contrôles administratifs et contrôles sur place.

Les contrôles administratifs seront exhaustifs et viseront à vérifier la présence de l'ensemble des pièces nécessaires à la constitution des dossiers et à s'assurer du respect des conditions d'éligibilité de l'éleveur et des bâtiments. Un exemplaire des pièces constitutives des dossiers sera conservé à la DDAF, l'autre exemplaire à l'OFIVAL.

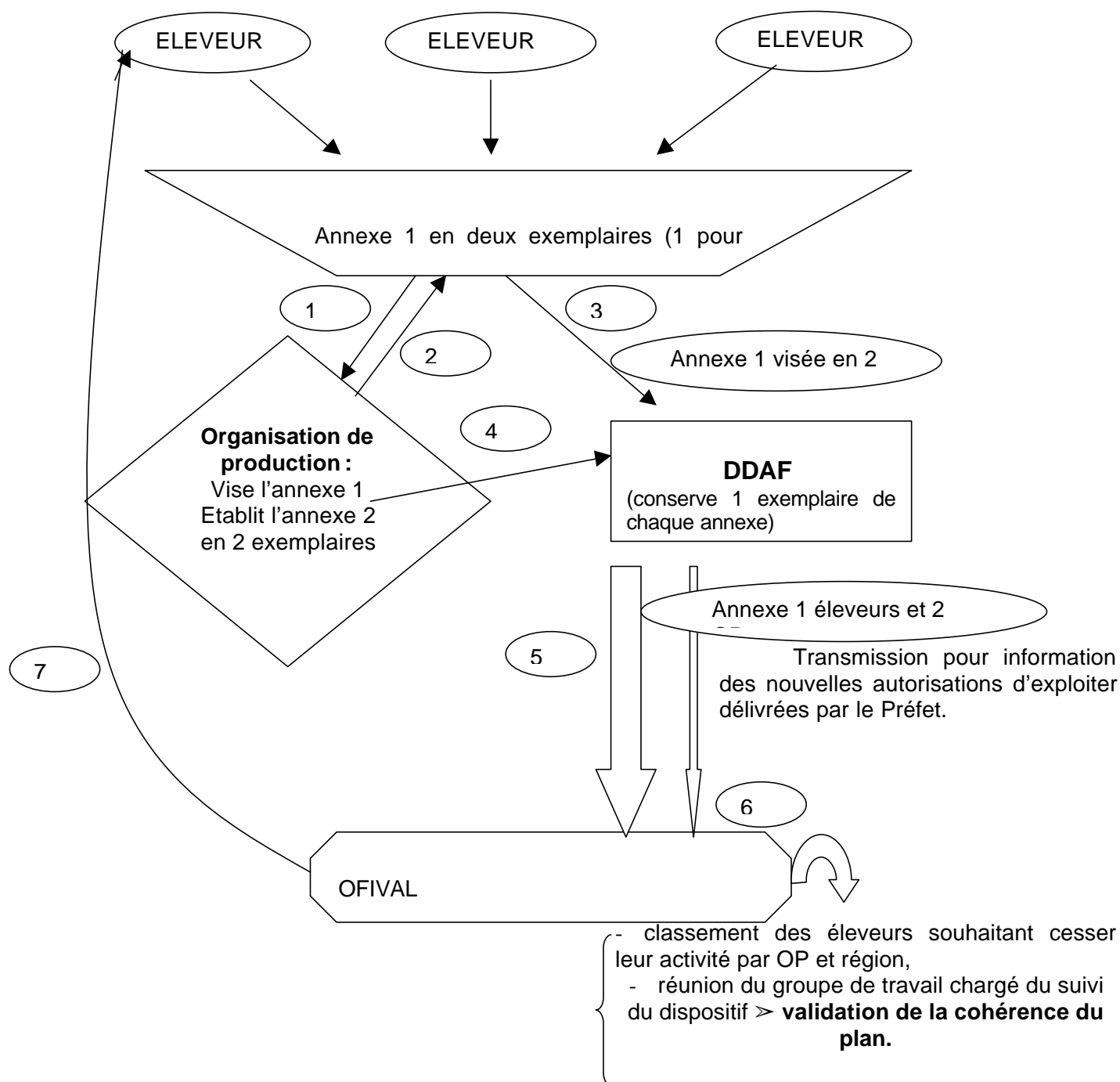
Les contrôles sur place seront réalisés par la DDAF sur le site d'exploitation pour notamment vérifier le démantèlement complet du matériel d'élevage.

L'OFIVAL pourra également réaliser des contrôles sur place à priori ou à posteriori.

En cas d'irrégularité, sans préjuger d'éventuelles suites pénales, il sera demandé à l'éleveur le remboursement de l'aide versée.

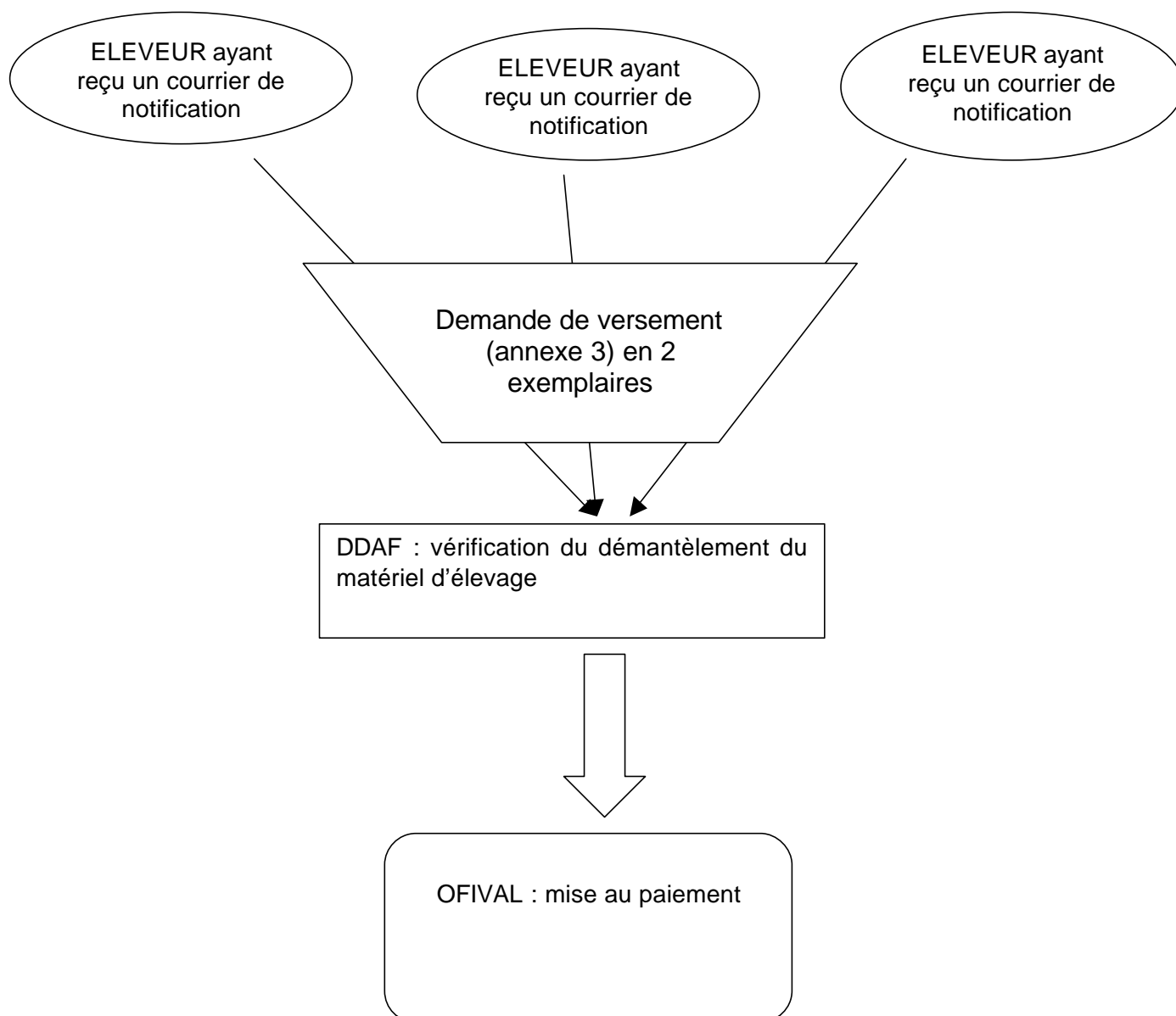
Hervé GAYMARD


## Phase 1 : identification des éleveurs





## Phase 2 : mise en paiement



 DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE ET DES AFFAIRES RURALES	<b>Cadre réservé à la DDAF</b>	
		Code commune :	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
		Date d'arrivée du dossier à la DDAF :	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
		Documents IC :	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> Totale <input type="checkbox"/> partielle
Cessation d'activité :			

## ANNEXE 1

# DOSSIER CESSATION TOTALE OU PARTIELLE DE L'ACTIVITE AVICOLE 2003 (à remplir en deux exemplaires à retourner à la DDAF)

## L'EXPLOITATION

N° PACAGE :

Adresse (domicile) : \_\_\_\_\_

Code postal :       Commune : \_\_\_\_\_

Si l'adresse du siège d'exploitation est différente, précisez : \_\_\_\_\_

## L'ELEVEUR

### Exploitation individuelle

NOM : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Date de naissance :

         N° AMEXA :

### Exploitation sous forme sociétaire

Raison sociale : \_\_\_\_\_



### Associés exploitants participant aux travaux de l'exploitation :

			Date de naissance
NOM :	_____	Prénom :	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
NOM :	_____	Prénom :	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
NOM :	_____	Prénom :	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
NOM :	_____	Prénom :	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>

Avec quelles entreprises privées ou coopératives (= organisation de production qui gère votre planning) travaillez-vous ? Indiquez leur(s) nom(s) :

2000	2001	2002

Je m'engage à :

- cesser mon activité avicole dans le(s) bâtiment(s) concerné(s) avant le 30 septembre 2003,
- ne pas faire valoir mes droits à la retraite avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- démanteler de façon irréversible le matériel d'élevage à l'intérieur du(des) bâtiment(s) concerné(s),
- ne pas reprendre une activité avicole (chair et œuf), porcine ou cunicole pendant au moins 10 années suivant le versement de l'aide dans le ou les bâtiment(s) concerné(s),
- ne pas étendre son exploitation avicole par création ou agrandissement de bâtiment existant pendant les 10 années suivant le versement de l'aide,
- déclarer à la DDAF toute acquisition, location ou cession d'un bâtiment à un autre éleveur pendant les 10 années suivant le versement de l'aide,
- ne pas avoir bénéficié d'aide à la modernisation dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région pour le (ou les) bâtiment(s) concerné(s) lors des 5 dernières années.

# TABLEAU DESCRIPTIF DE L'EXPLOITATION AVICOLE

# ANNEXE 1

N° Bâtiment	Adresse	Propriété oui/non <sup>(1)</sup>	Date de mise en service	Surface en m <sup>2</sup> (hors local technique)	Demande d'aide oui/non	2000		2001		2002	
						Jours de présence	Type de volaille <sup>(2)</sup>	Jours de présence	Type de volaille <sup>(2)</sup>	Jours de présence	Type de volaille <sup>(2)</sup>
TOTAL											

(1) Si bâtiment(s) en location faire contresigner le dossier par le propriétaire et indiquez le nom et l'adresse du propriétaire : \_\_\_\_\_

(2) Indiquez selon le cas poulets standards ou CCP, poulets exports, dindes, pintades, reproducteurs de poulets, de dindes ou de pintades

Je déclare souhaiter cesser mon activité avicole sur une surface totale de \_\_\_\_\_ m<sup>2</sup> dans \_\_\_\_\_ bâtiment(s).

Je déclare : ☐ Souhaiter cesser l'activité (partiellement ou totalement) le 



2	0	0	3

☐ Avoir déjà cessé l'activité (partiellement ou totalement) le 



2	0	0	

Je certifie l'exactitude des informations fournies. Fait à \_\_\_\_\_ Le \_\_\_\_\_

Signature du(des) éleveur(s) (Pour les formes sociétaires, signature de tous les associés)

**Cadre réservé à la DDAF**

Nb moyen de jours. de présence des animaux sur 2000/01/02 (par bât) : 

	J

	J

	J

Surface avicole proposée : 

	m <sup>2</sup>

	m <sup>2</sup>

	m <sup>2</sup>

**Surface totale proposée :**

	m <sup>2</sup>

**VISA DDAF**

(signature et cachet)

**Cadre réservé à l'Organisation de production \***

Dénomination de l'OP : \_\_\_\_\_

Nom du responsable : \_\_\_\_\_ VISA (signature et cachet)

Nb moyen de jours. de présence des animaux sur 2000/01/02 (par bât) : 

	J

	J

	J

Surface avicole demandée : 

	m <sup>2</sup>

	m <sup>2</sup>

	m <sup>2</sup>

**Surface totale demandée :**

	m <sup>2</sup>

Pièces à joindre obligatoirement au dossier pour la DDAF :

Récépissé de déclaration ou autorisation au titre des installations classées pour l'ensemble des bâtiments

\* Si vous avez travaillé sans contrat, fournir les factures de livraison des animaux (poussins, dindonneaux, pintadeaux) et les factures d'abattage. Si vous avez travaillé avec plusieurs organisations, cette annexe est à faire viser par la dernière organisation avec laquelle vous avez travaillé et fournir les factures de livraison et d'abattage pour les autres lots.



## ANNEXE 2

**CESSATION D'ACTIVITE AVICOLE 2003**  
Engagement de l'organisation de production  
(A retourner à la DDAF en deux exemplaires)

Dénomination	
--------------	--

Adresse (siège administratif) : \_\_\_\_\_

Code postal : | | | | | Commune :



E-mail :

Nom du responsable de la production :

✓ Dépôt de dossiers de cessation d'activité avicole (sur le département) :

Nb d'élèves	Nb de bâtiments correspondants	Nb de m <sup>2</sup>
-------------	--------------------------------	----------------------

✓ Situation au 1<sup>er</sup> janvier 2003 (sur le département) :

Nb d'élèves	Nb de bâtiments correspondants	Nb de m <sup>2</sup>
1	1	1
2	2	2
3	3	3
4	4	4
5	5	5
6	6	6
7	7	7
8	8	8
9	9	9
10	10	10
11	11	11
12	12	12
13	13	13
14	14	14
15	15	15
16	16	16
17	17	17
18	18	18
19	19	19
20	20	20
21	21	21
22	22	22
23	23	23
24	24	24
25	25	25
26	26	26
27	27	27
28	28	28
29	29	29
30	30	30
31	31	31
32	32	32
33	33	33
34	34	34
35	35	35
36	36	36
37	37	37
38	38	38
39	39	39
40	40	40
41	41	41
42	42	42
43	43	43
44	44	44
45	45	45
46	46	46
47	47	47
48	48	48
49	49	49
50	50	50
51	51	51
52	52	52
53	53	53
54	54	54
55	55	55
56	56	56
57	57	57
58	58	58
59	59	59
60	60	60
61	61	61
62	62	62
63	63	63
64	64	64
65	65	65
66	66	66
67	67	67
68	68	68
69	69	69
70	70	70
71	71	71
72	72	72
73	73	73
74	74	74
75	75	75
76	76	76
77	77	77
78	78	78
79	79	79
80	80	80
81	81	81
82	82	82
83	83	83
84	84	84
85	85	85
86	86	86
87	87	87
88	88	88
89	89	89
90	90	90
91	91	91
92	92	92
93	93	93
94	94	94
95	95	95
96	96	96
97	97	97
98	98	98
99	99	99
100	100	100

(liste détaillée à établir selon le modèle ci-joint : cette liste sera transmise sous forme d'un fichier excel reprenant les informations demandées)

Le responsable production de l'organisation de production

- ✓ certifie l'exactitude des renseignements fournis,
  - ✓ s'engage à informer la DDAF de l'évolution du parc de bâtiments géré par l'organisation au cours de l'année 2003.
- A cet effet, tout départ d'éleveur vers une autre structure, toute cessation, et toute création ou encore reprise d'ateliers doit être notifié à la DDAF sous forme d'un bilan semestriel (fin juin et fin décembre).

Fait, à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_  
(signature et cachet)

**LISTE DES ELEVAGES FOURNISSEURS SITUES DANS LE DEPARTEMENT : .....**  
(à actualiser et à transmettre à la DDAF tous les 6 mois fin juin et fin décembre sous forme d'un fichier excel)

Dénomination de l'organisation de production : \_\_\_\_\_

Adresse (*siège administratif*) : \_\_\_\_\_

Code postal : 

--	--	--	--	--

 Commune : \_\_\_\_\_



--	--	--	--	--	--	--	--

E-mail : \_\_\_\_\_

Nom du responsable de la production : \_\_\_\_\_

**Situation en date du : .....**

Nb d'éleveurs \_\_\_\_\_ Nb de bâtiments correspondants \_\_\_\_\_ Nb de m<sup>2</sup> \_\_\_\_\_

Nom de l'éleveur	Adresse	Nombre de bâtiments	Surface totale correspondante (en m <sup>2</sup> )	Date d'entrée (1)	Code d'entrée (2)	Date de départ (3)	Code de sortie (4)

(1) à renseigner pour les créations ou les reprises de bâtiments réalisées à compter du 01/01/2003 (3) à renseigner pour les cessations d'activité ou les départs vers d'autres structures réalisées à compter du 01/01/2003

(2) selon le cas, indiquer le code correspondant :

- création lors d'une installation : CI
- reprise dans le cadre d'une installation : RI
- création dans le cadre d'un agrandissement d'exploitation : CA
- reprise dans le cadre d'un agrandissement d'exploitation : RA

(4) selon le cas, indiquer le code correspondant :

- abandon total de la production avicole: AT
- abandon partiel de la production avicole : AP
- départ vers une autre structure : D

☐ Partielle

Montant de l'aide : €